



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Intervention du Premier ministre François FILLON  
devant la communauté française de Hanoi**

- Jeudi 12 novembre 2009 -

Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires  
Monsieur l'Ambassadeur,  
Mes chers compatriotes,

Je voudrais vous dire la grande joie qui est la mienne d'avoir presque, dès mon arrivée au Vietnam, l'occasion de rencontrer la communauté française, ici à Hanoi, et je veux remercier monsieur l'ambassadeur et son épouse pour leur accueil qui, naturellement, - et personne n'aurait compris qu'il en soit autrement - marie à merveille la tradition française à laquelle nous sommes attachés et le raffinement vietnamien.

Ma visite, c'est la première d'un chef de Gouvernement français au Vietnam. Ce n'est pas la première que j'effectue moi-même ; je m'y étais rendu il y a une quinzaine d'années en tant que ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dans le cadre de cette coopération si nourrie qui existe entre la France et le Vietnam dans le domaine de la culture, dans le domaine de l'enseignement et dans le domaine de la recherche. Mais aujourd'hui je suis venu dire au Gouvernement vietnamien que, pour la France, le Vietnam, compte tenu de sa croissance, de son développement et des liens qui nous unissent à lui, est un partenaire privilégié de la France. Et nous avons, il y a quelques instants, signé toute une série d'accords qui illustrent la force de ce partenariat. Des accords dans le domaine de la coopération en matière de nucléaire civil, des accords pour la mise en œuvre d'une université scientifique et technologique à Hanoi, pour laquelle la France va assurer une très grande partie de la mise en œuvre, et en particulier de la formation des enseignants ; des accords en matière de défense, en matière de sécurité intérieure, des accords aussi pour poursuivre et amplifier l'aide au développement de la France au Vietnam, avec le soutien au métro de Hanoi, avec le soutien à la construction d'une centrale électrique ou encore avec ce fameux projet, envisagé depuis si longtemps, de la reconstruction du pont de Long-Bien.

Nous avons beaucoup d'intérêts ici, et en particulier, la France qui milite notamment depuis l'élection du président de la République pour un changement profond de l'organisation du monde, de sa gouvernance, des règles du jeu international, la France veut donner au Vietnam toute sa place. Nous nous battons, vous le savez, pour que les règles financières internationales soient moralisées. Nous nous battons pour que la gouvernance internationale fasse la place qui lui est due aux grands pays émergents. Comment ne pas comprendre que le monde ne peut plus être gouverné comme au lendemain de la Seconde guerre mondiale ? Et pourtant, c'est bien, aujourd'hui, la situation de beaucoup des institutions internationales qui sont censées apporter des réponses aux problèmes du monde. Nous nous battons pour que le monde - et la France est en tête de ce combat - s'engage résolument pour la lutte contre les changements climatiques. Et ici, au Vietnam, cette lutte prend une résonance toute particulière puisque le Vietnam est un des pays les plus menacés par les changements climatiques. Et j'ai indiqué tout à l'heure au Premier ministre vietnamien que nous souhaitons, ensemble, faire en sorte que la conférence de Copenhague, qui va se dérouler dans quelques semaines, ne soit pas un échec, à l'image de ce qu'a été finalement la conférence de Kyoto, mais soit le début d'un vrai travail de la communauté internationale, réaliste et en même temps ambitieux, pour lutter contre les changements climatiques. Et en particulier, nous allons, avec le Vietnam, comme avec d'autres grands pays émergents - je pense au Brésil - proposer ensemble une position commune qui évite un face-à-face entre la Chine et les Etats-Unis qui pourrait bien se terminer par un accord qui aurait à la fois l'inconvénient d'être à notre détriment, et en même temps de ne pas être très ambitieux, s'agissant des objectifs de lutte contre les changements climatiques.

Voilà ! Nous avons beaucoup à faire entre la France et le Vietnam et ma visite va avoir pour objectif de donner un coup de booster à une coopération, notamment dans le domaine

économique, qui en avait besoin. Et en particulier le Haut Conseil qui rassemble les représentants des entreprises françaises et vietnamiennes va être redynamisé et j'ai souhaité qu'il soit placé directement sous la présidence d'un membre du Gouvernement, Anne-Marie Idrac, pour lui donner toute la force nécessaire.

Mais ce que je voulais faire surtout en venant ici vous rencontrer, c'est vous remercier, vous dire la gratitude qui est celle du Gouvernement, et à travers moi, de l'ensemble des habitants de notre pays, de l'ensemble des Français pour le travail que vous accomplissez, ici, aux avant-postes, ici en représentants de la France, de l'ensemble de ses facettes, de l'ensemble de ses talents, de l'ensemble de ses génies. Je sais le rôle qui est le vôtre ; je sais que sans vous, tous les accords que nous avons signés, toutes les déclarations politiques que nous allons répéter tout au long de ce séjour, n'auraient pas de réalité. Et je voudrais vous dire combien je suis attaché à ce que, avec l'ambassadeur, nous améliorions l'environnement qui est le vôtre. D'abord l'environnement des affaires. Et nous allons y procéder en recentrant la Maison du droit franco vietnamienne sur le droit des affaires. Nous voulons aussi travailler à l'augmentation des cabinets d'avocats et des sociétés de services. Nous voulons faire en sorte que la présence de l'Hôpital français soit une vraie garantie pour chacun d'entre vous ou encore nous nous battons pour la nouvelle implantation du Lycée Alexandre Yersin, dont je sais à quel point elle est importante pour chacun d'entre vous.

Le pays que vous représentez, celui avec lequel vos liens sont plus ou moins étroits suivant la durée de votre séjour ici, est un pays qui est en train de changer, qui est en train de changer à grande vitesse, parce que nous avons décidé avec la Président de la République de mettre en œuvre un train de réformes sans précédent. Simplement parce que notre pays s'était endormi, et que sur beaucoup de sujets, il avait perdu de vue la dureté, l'âpreté de la compétition internationale. Nous avons perdu bien des parts de marché dans le passé, au regard naturellement des pays émergents d'Asie, mais aussi au regard de nos concurrents européens – je pense en particulier à nos amis allemands. Et donc, nous avons engagé un train de réformes qui vise pour l'essentiel à moderniser la France, qui vise pour l'essentiel à donner à nos universités et à notre recherche, la place qu'elles doivent avoir dans le monde. Et la réforme qui a été conduite par Valérie Pécresse, qui m'accompagne ici, pour donner aux universités françaises leur autonomie, comme toutes les grandes universités du monde, et faire en sorte qu'elles aient enfin les moyens et la liberté de s'organiser, de passer des partenariats avec des établissements de recherche, avec des universités étrangères, avec des entreprises, de créer des fondations pour aller chercher les moyens de leur développement, cette réforme est une des réformes fondamentales que nous avons voulue pour la compétitivité de l'économie française

De la même façon, nous avons engagé un effort considérable pour réduire les charges qui pèsent sur les entreprises françaises, et en particulier qui pèsent sur leurs investissements, pour qu'elles retrouvent cette compétitivité qui est si nécessaire si l'on veut tenir notre place dans le monde, gagner des marchés dans tous les pays émergents et créer chez nous les emplois et la richesse dont nous avons besoin pour maintenir notre modèle social.

Nous allons continuer cet effort. Nous allons le continuer en particulier en investissant dans les mois qui viennent sur quelques grands secteurs stratégiques pour faire en sorte que l'économie française, l'industrie française conservent les locomotives qui lui ont donné, dans les années 60 et les années 70, la place qui est la sienne dans le monde. Nous nous réjouissons aujourd'hui d'avoir signé des accords avec le Vietnam, par exemple sur l'achat d'Airbus A380, mais s'il y a des Airbus A380, c'est parce qu'il y a Airbus Industries, et s'il y a Airbus Industries c'est parce que dans les années 60, le Gouvernement français notamment, le

Gouvernement allemand, ont décidé d'investir dans une industrie aéronautique qui ne serait pas née toute seule, qui ne serait pas née simplement du fonctionnement normal du marché.

De la même façon si nous avons signé avec le Vietnam un accord sur la coopération en matière de nucléaire civil, c'est parce que la France est au premier rang du nucléaire civil dans le monde. Et si nous sommes au premier rang du nucléaire civil dans le monde, c'est parce que, dans les années 60, le général de Gaulle, Georges Pompidou ont décidé d'investir de l'argent public dans l'énergie nucléaire et nous ont placé au niveau où nous sommes aujourd'hui. Si nous avons signé tout à l'heure un accord pour permettre au Vietnam de se doter d'un satellite d'observation destiné notamment à mieux connaître les phénomènes climatiques, qui sont en train de bouleverser l'écologie du Vietnam, c'est bien parce que la France et l'Europe sont au premier rang de l'industrie spatiale. Et là encore, si nous sommes au premier rang de l'industrie spatiale c'est parce qu'il y a eu une volonté politique et à un moment donné, des investissements publics qui nous ont donné le premier rang s'agissant des lancements de satellites dans le monde aujourd'hui. Et donc, avec l'emprunt que nous avons décidé de lancer, c'est ce que nous allons faire, investir dans les secteurs technologiques qui permettront à la France de rester au premier rang dans l'économie mondiale.

Voilà mesdames et messieurs et mes chers amis, les quelques messages que je voulais vous adresser à l'occasion de mon passage à Hanoi. Je voudrais vous redire l'admiration qui est la mienne, et la gratitude qui est celle du peuple français pour votre rôle ici. Je vous demande de continuer à porter haut et fort les couleurs de votre pays, et je fais, avec mon Gouvernement, tout ce qui est en mon possible pour faire en sorte que vous n'ayez jamais à rougir de la France.